

DOSSIER SPECIAL
*

Rénovation énergétique :

encore de nombreux
freins à lever

Forum Renodays :
les conférences ont
fait le plein → p.17



→ p.27

**Le nouveau ministre
du Logement
dévoile sa feuille
de route**

→ p.29

**Le gouvernement
veut rénover 40 000
écoles d'ici 10 ans**

→ p.35

**Crise du logement
neuf : des milliers
d'emplois menacés**

SOMMAIRE

▶ Édito	3
▶ Dossier Rénovation énergétique	5
▶ Forum Renodays	17
◆ Interviews	18
◆ Conférences	22
◆ Études	24
▶ Les actus du mois	27
▶ Conjoncture	35
▶ Les visites du mois	38
▶ Architecture	41
▶ Carnet de nominations	47
▶ Les produits du mois	48

ÉDITO

Les échanges qui se sont tenus sur le forum Renodays en témoignent : les derniers freins à la rénovation énergétique doivent être levés pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions de CO2 que la France s'est fixés.

En 2022 et 2023, les travaux de rénovation énergétique ont connu un ralentissement avec le contexte d'inflation et la baisse de pouvoir d'achat des Français. Ces derniers auront pourtant tout intérêt à réaliser des travaux de rénovation énergétique dans les mois à venir pour améliorer leur confort thermique, faire baisser leurs factures d'énergie, ou encore éviter des interdictions de location pour les passoires thermiques.

Principal frein persistant ? Le financement. Si le gouvernement a annoncé une revalorisation du budget MaPrimeRénov', qui passera à 4 milliards d'euros en 2024, de nombreux Français peinent aujourd'hui à financer le reste à charge, et restent encore mal informés concernant les aides existantes, à commencer par l'Éco-PTZ et le Prêt Avance Rénovation.

Selon notre enquête Batiweb-Winlab', 66 % des professionnels du bâtiment s'estiment capables de parler des aides à la rénovation à leurs clients, mais parallèlement, plus de la moitié (57 %) des particuliers ne se sentiraient pas suffisamment informés (cf page [24](#)).

C'est tout l'intérêt du programme OSCAR, qui vise à former les professionnels sur les aides existantes, pour qu'ils informent à leur tour leurs clients, comme nous l'explique le pilote du programme, à la page [13](#).

Autre défi : simplifier le vote de travaux de rénovation énergétique dans les copropriétés, au sein desquelles les processus de décision sont souvent lents et complexes en assemblées générales, avec des propriétaires ou locataires parfois réticents, voire réfractaires, comme en témoignent la directrice du programme Rénovons Collectif et la secrétaire générale du Symbiote, en page [9](#).



Claire Lemonnier
Rédactrice en chef

**Se former
avec Saunier Duval...**

un jeu d'enfant !



Formez-vous aux pompes à chaleur avec notre Académie

- Une offre diversifiée : 20 formations produits ou métiers sur la pompe à chaleur
- Des parcours personnalisés pour apprendre le métier de l'installation ou de la maintenance de PAC en seulement 11 jours
- Des formations adaptées pour tous les professionnels : plombier, frigoriste, chargé d'affaires...



Saunier Duval invente les pompes à chaleur que les Français veulent

Découvrez toutes nos formations métiers ou produits sur vgfracademie.fr

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : LA RÉFORME DE L'ANAH SUSCITE DES INCERTITUDES



Mi-juillet, la première ministre Elisabeth Borne annonçait une revalorisation du budget MaPrimeRénov', qui passera à 4 milliards d'euros en 2024. Si cette mesure fait l'unanimité auprès des acteurs du bâtiment, ces derniers sont en revanche plus mitigés concernant la réforme de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), qui pourrait exclure les passoires énergétiques de la rénovation par geste, et ainsi freiner les travaux de rénovation énergétique.

Les deux principales fédérations du bâtiment (FFB et CAPEB) et les spécialistes des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) sont unanimes : le lancement de travaux de rénovation énergétique a ralenti en 2022 et 2023, notamment à cause de l'inflation et de la hausse du coût des travaux.

C'est ce que constate Florence Lievyn, nouvelle présidente du Groupement des Professionnels des Certificats d'Économies d'Énergie (GPCEE) : « Un de nos confrères a publié des éléments statistiques, qui mentionnaient, qu'en comparaison avec le 1er trimestre 2021, on a une baisse de plus de 60 % qui a été enregistrée, donc le moral est en berne. Nos partenaires professionnels nous disent, qu'en moyenne, ils arrivent à obtenir la signature de 1 devis sur 5, quand on était plutôt avant à 3 devis sur 5. La première explication c'est bien sûr celle du prix, donc du reste à charge pour les ménages. Les coûts des travaux ont augmenté, liés à la fois aux matériaux, aux matériels, mais également à la main d'œuvre », explique-t-elle.

« Il y a un certain nombre de Français qui n'ont plus les ressources suffisantes pour arriver à mettre en route les projets qu'ils avaient », reconnaît David Morales, vice-président en charge des affaires économiques au sein de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb).

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : LA RÉFORME DE L'ANAH SUSCITE DES INCERTITUDES

Dans sa dernière conjoncture présentée le 7 septembre, la confédération faisait état d'une baisse des carnets de commandes, et prévoyait -0,5 % d'activité en volume pour l'année 2023.

Malgré ce contexte économique compliqué, la hausse des prix des énergies et l'interdiction progressive de location des passoires thermiques devraient continuer d'inciter les Français à engager des travaux de rénovation énergétique dans les prochains mois.

La présidente du GPCEE exprime toutefois des doutes, alors que la réforme de MaPrimeRénov' devrait exclure les passoires énergétiques de la rénovation par geste, et obliger les ménages à prouver la performance de leur logement via la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique (DPE), avant de pouvoir bénéficier des aides.

« Ce que nous disent les ménages que l'on a interrogés là-dessus, c'est que cette forme de logique où il va d'abord falloir payer pour voir s'ils sont éligibles à des aides ne les satisfait pas du tout. En l'occurrence, il va falloir payer un DPE pour voir si on n'est pas en étiquette F ou G – en croisant les doigts pour ne pas être en F ou G pour certains qui voulaient engager des travaux par geste. Cette forme d'avance de frais semble plus rebuter qu'autre chose », regrette-t-elle.

Une revalorisation du budget MaPrimeRénov' bienvenue

Alors que le budget MaPrimeRénov' sera revalorisé et passera de 2,5 milliards d'euros en 2023 à 4 milliards en 2024, la Fédération Française du Bâtiment (FFB), la Capeb, le GPCEE, et Hellio s'accordent à dire qu'il s'agit d'un bon « signal » envoyé pour la rénovation énergétique.

« C'est a priori une revalorisation sensible du plafond des aides sur la rénovation globale. Jusqu'ici on était sur une aide maximale de 18 000 € pour les ménages les plus modestes, et on va passer à 63 000 € en 2024, donc on ne parle plus de la même chose. Ces 63 000 €, en fait, ce sont 70 000 € plafonnés à 90 % pour les ménages les plus modestes. Il y a une dégressivité, donc les ménages les plus aisés seront quant à eux aidés à 50 %, ce qui représente 35 000 € d'aides », détaille Florence Lievyn.

« On peut dire qu'il y a eu une évolution, puisqu'on demandait 1 milliard d'euros de plus chaque année, et la première année on a obtenu 1,5 milliard de plus, donc c'est de bon augure. Après, il faudra accélérer un peu plus si on veut être au rendez-vous de 2030 et 2050. Mais en tout cas, c'était un bon signal sur la rénovation énergétique », se réjouit également Olivier Salleron, président de la FFB.

“

Revalorisation de MaPrimeRénov' :

« Jusqu'ici on était sur une aide maximale de 18 000 € pour les ménages les plus modestes, et on va passer à 63 000 € en 2024, donc on ne parle plus de la même chose »

Florence Lievyn,
présidente du GPCEE



COMMENT SURMONTER LA HAUSSE DU PRIX DE L'ÉNERGIE ?



AVEC NOTRE SYSTÈME DE GESTION DE L'ÉCLAIRAGE VIVARES

Une solution d'éclairage unique pour maximiser ses économies d'énergie.

Le système VIVARES fonctionne avec la technologie DALI (filaire) ou Zigbee (sans fil) pour les nouveaux bâtiments ou les rénovations.

Des luminaires LED performants associés à des détecteurs de présence et de luminosité pilotés par un contrôleur permettent une gestion efficace de l'éclairage.



VIVARES permet d'assurer le respect du décret tertiaire de 2019 et de l'arrêté rénovation de 2017 qui impose **de la gestion de l'éclairage en cas de rénovation.**



Durable :
jusqu'à 80%* d'économies
d'énergie

*par rapport à un système d'éclairage conventionnel avec sources lumineuses fluorescentes



Confort d'utilisation :
automatisation de l'éclairage pour l'allumage, l'extinction et la gradation selon l'apport de lumière naturelle



Confort visuel :
la bonne lumière, au bon endroit, au bon moment





La plupart des copropriétés ne semblent pas être encore prêtes à franchir le cap de la rénovation énergétique. Bien que nombre d'entre elles devront y faire face, les copropriétaires, en particulier les bailleurs, sont désireux de respecter leurs obligations, mais de nombreux obstacles persistent encore.

Selon une étude Ifop réalisée en septembre 2022, pour Île-de-France Energie, seul un copropriétaire sur dix envisage des travaux de rénovation énergétique au cours des deux prochaines années.

Actuellement, 30 % des logements sont en copropriété, cela représente dix millions d'appartements et un million de passoires thermiques, « dont 50 % ont besoin de travaux majeurs », a relevé Yannick Ainouche, président de la CDI Fnaim, à l'occasion du forum Renodays. Malgré les risques que cela représente pour la location de ces logements, les travaux de

rénovation ne semblent pas être une priorité pour tous les propriétaires bailleurs.

Pourtant, depuis le 1^{er} janvier 2023, « toutes les copropriétés sont tenues de se conformer à la loi Climat et Résilience qui leur impose de réaliser un diagnostic de performances énergétiques (DPE) voté en assemblée générale, et d'élaborer un plan pluriannuel de travaux (PPT) », rappelle le président de la CDI Fnaim. Toutefois, la stratégie à adopter pour les travaux de rénovation diffère d'un logement à un autre. « C'est pourquoi il faut systématiquement réaliser un audit énergétique », poursuit-il.

« Cela donne des informations extrêmement précises qui servent à pousser le PPT. C'est une photographie qui met en exergue les dysfonctionnements, et donc qui évite les gestes inutiles. Parfois, changer les fenêtres ou le chauffage ne sert à rien.

LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE, UN DÉFI POUR LES COPROPRIÉTÉS

Il vaut mieux dépenser 10 000 € d'études dans un audit énergétique qui permet d'identifier avec précision les travaux de rénovation énergétique les plus urgents, et ceux qui peuvent garantir un gain d'énergie élevé », commente Yannick Ainouche.

Des défis économiques, mais pas que

Mais alors quelles sont les raisons de la réticence des copropriétaires envers la rénovation énergétique ? Si les syndicats ne jouent peut-être pas complètement leur rôle - seulement un tiers des copropriétaires ont été sensibilisés à la rénovation globale par le syndic de leur immeuble, selon l'étude Ifop - le principal obstacle réside ailleurs : il s'agit du coût de la rénovation.

« Quand on vous dit que vos travaux vont vous coûter 30 000 € pour rénover votre appartement, ça peut faire peur. Puis, les propriétaires ne voient que les 30 000 €, ils ne voient pas les 10 000 € d'aides, les économies d'énergie faites mensuellement et la valorisation de leur appartement à terme », réagit Chloé Gauquelin, directrice du programme Rénovons Collectif.

La secrétaire générale du Symbiote, Sylvie Charbonnier, prend quant à elle l'exemple de sa copropriété, dans laquelle elle a essayé de faire voter, pendant près de 15 ans, des travaux de rénovation énergétique.

« On a mis 15 ans à changer les canalisations en plomb dans la copropriété que j'avais à charge, alors qu'on avait quatre sinistres par an, c'est-à-dire quatre fois des fuites qui baignaient à chaque fois dans trois appartements ».

Le problème : *« Personne ne veut s'engager dans des travaux aussi conséquents. Très peu veulent ou peuvent engager près de 40 000 € de travaux », souligne-t-elle.*

Un défi encore plus présent dans le secteur du logement social : *« C'est encore plus difficile car ce sont, pour la plupart, des foyers précaires avec une copropriété qui a déjà beaucoup d'impayés, et/ ou une gestion de copropriété avec plusieurs crédits sur le dos. Mais ce qui me frappe le plus, c'est surtout la réticence des gens à laisser entrer des artisans chez eux lorsque des travaux de rénovation sont sur le point d'être engagés. Certaines entreprises ont déjà dû intervenir avec la police par peur de se faire voler ou braquer », indique Sylvie Charbonnier.*

Au-delà du financement, la secrétaire générale du symbiote souligne une autre difficulté : celle de la décoration. *« Dans ma copropriété, plusieurs propriétaires ne voulaient pas que l'on touche à leur décoration, ou que l'on change les tuyaux de place car il y avait de la peinture. Tout ça, mis bout à bout, fait que la plupart des propriétaires-bailleurs sont réticents à tout travaux fait chez eux ».*



PODCAST

>> LIRE LA SUITE



Rénovation des copropriétés :

« La seule chose qui pourrait être faite, c'est d'engager des obligations de rénovation des copropriétés, pour les parties collectives et privatives, à terme de 2028-2030, comme c'est déjà le cas pour la ville de Paris »

**Sylvie Charbonnier,
secrétaire générale du Symbiote**

atlantic

À chacun son confort thermique



NOUVEAU

SHOGUN 1.1

Solution de
régulation
pièce par pièce

POMPE À CHALEUR AIR /AIR - RÉVERSIBLE

- Connectée
- Facile à installer
- Plus de confort et d'économies d'énergie

En savoir plus.



• MARQUE FRANÇAISE • RECOMMANDÉE PAR LES PROFESSIONNELS • SOLUTIONS CONNECTÉES

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : COMMENT FACILITER LES DÉMARCHES DES ENTREPRISES ?



Si les aides à la rénovation énergétique sont en hausse, les pouvoirs publics et organisations professionnelles se confrontent à un autre défi : les démarches administratives associées. Comment et quelles solutions pour les simplifier, notamment auprès des entreprises du bâtiment ? Éléments de réponses.

La rénovation énergétique en France soulève moult défis, vis-à-vis du client final comme des professionnels du bâtiment. En premier lieu : le financement.

« On a des attentes énormes sur les ambitions du gouvernement. Elles ont été exprimées sur MaPrimeRénov' avec les 1,6 milliard d'euros de budget en plus », nous déclarait Jean-Christophe Repon, président de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb), lors d'un échange sur le salon Renodays.

Mais avec les aides à la rénovation énergétique - en particulier MaPrimeRénov' - viennent les démarches administratives, encore trop complexes, chronophages et irrégulières, selon un rapport diffusé par OSCAR. Pour rappel, le programme, dont le conseil d'administration réunit divers acteurs syndicaux (Capeb, FFB, FDMC, Coédis) comme gouvernementaux (DGEC, DHUP, Anah, Ademe), tend à vulgariser ces dispositifs auprès des professionnels.

« C'est vrai que le sujet de la rénovation en ce moment, comme le neuf, n'est pas simple. Il y a beaucoup de modifications réglementaires, il y a beaucoup de mouvements. Cela impacte les entreprises artisanales, forcément », reconnaît Aristide Belli, pilote du programme CEE OSCAR.

« Les entreprises artisanales sont un petit peu dépassées et peuvent parfois se détourner des dispositifs.

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : COMMENT FACILITER LES DÉMARCHES DES ENTREPRISES ?

Et cela, c'est dangereux, parce qu'on a une réglementation thermique dans le neuf, une dans l'existant, qui donnent un certain niveau de performance. Et les aides CEE, comme MaPrimeRénov', vont au-delà de la réglementation. Donc ça veut dire que, quand on veut atteindre un objectif ambitieux de rénovation de parc, si on se cantonne à respecter la réglementation, et bien on n'y arrivera pas », abonde-t-il.

Mais comment simplifier, voire régulariser, pour les professionnels, les démarches administratives associées aux aides à la rénovation énergétique ?

Mieux uniformiser les procédures

À en croire nos experts interrogés, revoir les procédures serait nécessaire. La Capeb n'a pas manqué d'exposer quelques propositions en ce sens, parmi les 15 propositions soumises au gouvernement en mai, visant à relancer l'artisanat du bâtiment.

« Il faudrait qu'on simplifie définitivement les CEE et MaPrimeRénov', pour avoir un seul référentiel », insiste notamment Jean-Christophe Repon. Référentiel unique pour mieux aiguiller les chantiers réalisés au titre du label reconnu garant de l'environnement (RGE), que l'entreprise doit avoir pour réaliser des travaux éligibles à l'aide MaPrimeRénov' comme aux dispositifs CEE.

L'idée est entre autres de recentrer les contrôles après chantier, et pour une meilleure vérification de la qualité des travaux de rénovation énergétique.

Une manière de « systématiser le contrôle chantier par chantier », qui n'est pas encore généralisé sur tous les chantiers bénéficiant des aides, appuie le président de la Capeb. La confédération réclame d'ailleurs au gouvernement d'« exiger un référent RGE par tranche de 10 salariés » dans l'entreprise, et de « mettre en oeuvre un taux de contrôles RGE proportionnel au nombre de chantiers réalisés par une entreprise ».

À cela s'ajoute la proposition de désigner aléatoirement les chantiers contrôlés « à partir d'un fichier unique recensant l'ensemble des chantiers de rénovation énergétique (RGE, MaPrimeRénov' et CEE) ». voire de « renforcer les contrôles préventifs » pour les sociétés commerciales, non-RGE, sans compétences, réalisant des travaux à la pelle, et soupçonnées d'opportunisme. Raison pour laquelle la Capeb suggère également d'interdire aux entreprises non-RGE de soustraire la totalité de leurs travaux à des entreprises RGE.

Il faut dire que la fiabilité du label RGE est au cœur des débats de la rénovation énergétique, exposée à de multiples fraudes.

“

Gestion administrative :

**« À l'échelle d'un artisan,
c'est 900 heures par an.
Quand on le multiplie par le
nombre d'entreprises, cela
représenterait 400 millions
d'heures en France.
Aujourd'hui, c'est
l'équivalent de 250 000
temps plein qui sont
immobilisés »**

**Julien Panico,
artisan maçon et créateur
de Solutions Artisans**

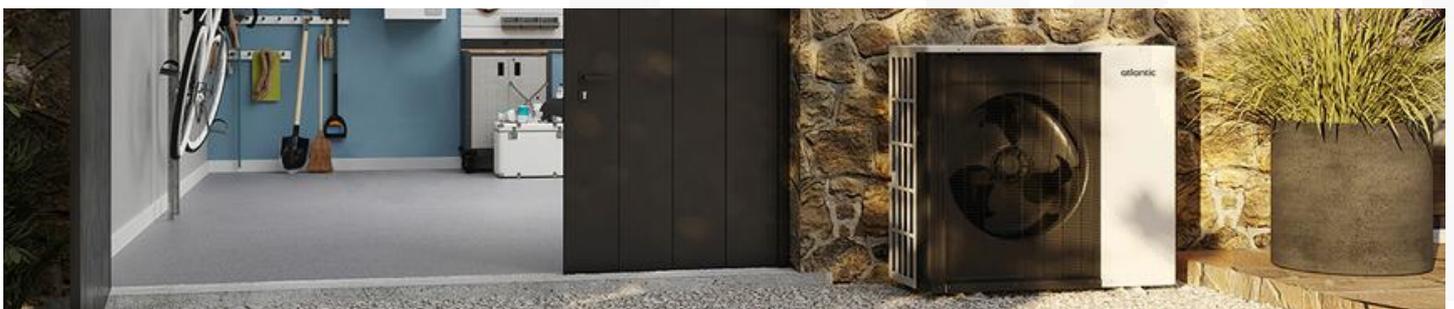


Atlantic dévoile ALFEA M, sa nouvelle gamme de pompes à chaleur Air/Eau monobloc

ALFEA M est une gamme co-développée avec Fujitsu dont le module hydraulique est fabriqué en France, dans son usine de Billy-Berclau. Elle vient répondre à une demande forte du marché sur cette solution en pleine croissance. Les deux produits qui composent la gamme, l'ALFEA Excellia M et l'ALFEA Extensa M, embarquent des technologies exclusives Atlantic comme la technologie « **SMART PROTECT** ».

« Cette nouvelle gamme allie la capacité d'innovation de la marque Atlantic et les atouts de la solution PAC monobloc. En effet, ce marché a connu une progression très forte sur les quatre premiers mois de l'année 2023. La gamme ALFEA M vient répondre à des enjeux majeurs des projets de rénovation : facilité, rapidité d'installation et économies d'énergie. Grâce à la nouvelle technologie « Smart Protect », l'installateur pourra notamment gagner environ 1/2 journée sur l'installation de la PAC, ce qui est un bénéfice pour lui et pour son client. » Caroline de Venevelles, Responsable Marketing Clients & Communication PAC et chaudières de la marque Atlantic.

Cette nouvelle gamme a été pensée pour répondre aux besoins des consommateurs comme des installateurs, pour accompagner tous les projets : sa largeur de gamme permet de répondre à 80 % des projets de rénovation. De plus, son installation permet de réduire son diagnostic de performance énergétique (DPE) de 2 classes en remplacement d'une chaudière fioul.





Forum Renodays

Rénovation énergétique : Agnès Pannier-Runacher annonce plus de contrôles pour 2024

À l'occasion de l'ouverture du forum Renodays, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a inauguré le salon, annonçant notamment la publication imminente du décret concernant les **Accompagnateurs Rénov'**, mais aussi le lancement d'une nouvelle campagne de lutte contre la fraude à la rénovation énergétique, et le renforcement des contrôles en 2024.

Le salon Renodays ouvrait ses portes le 12 septembre pour deux jours. C'est dans un Hall 6 tout revêtu de bois que se tenait une conférence intitulée « *Rénovation globale et performante des logements : tient-on la bonne trajectoire ?* », en présence de Valérie Mancret-Taylor (ANAH), Nadia Bouyer (Action Logement), Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre), Jean-Christophe Repon (CAPEB), Olivier Salleron (FFB), ou encore Valérie Flicoteaux (CNOA).

Lors de cette conférence, le directeur général de la Fondation Abbé Pierre a notamment rappelé que 12 millions de Français subissaient la précarité énergétique, qu'elle soit d'hiver ou d'été, dans près de 5 millions de passoires énergétiques.



>> LIRE LA SUITE

Interview Capeb : les Renodays, « c'est un salon qui voit le jour »

Les Renodays, salon consacré à la rénovation énergétique des logements, inaugurerait, le 12 septembre, sa première édition. Au programme : des rencontres, conférences et débats réunissant différents acteurs de ce vaste chantier de la transition énergétique et écologique. La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) a répondu présente au rendez-vous. Son président, Jean-Christophe Repon, nous donne ses premières impressions sur l'événement.

Annoncé à la fin de Mondial du Bâtiment 2022, le salon Renodays, comme son nom l'indique, réunit différents acteurs de la rénovation énergétique des logements.

Parmi ces derniers : la Capeb, qui encourage la massification d'un tel chantier, dans un contexte à la fois d'urgence climatique, de crise du logement neuf, mais également de relance de l'artisanat du bâtiment. Jean-Christophe Repon, président de la confédération, nous livre ses premières impressions sur cette première édition.





Forum Renodays

Forum Renodays : « C'est une réussite », selon Guillaume Loizeaud (Hellio)

Quelques jours après la fin du forum Renodays, Guillaume Loizeaud, directeur général du pôle résidentiel individuel d'Hellio, revient pour Batiweb sur le bilan du salon et les dernières actualités concernant la rénovation énergétique.

Batiweb : *Qu'avez-vous pensé de cette première édition des Renodays ?*

Guillaume Loizeaud : Et bien c'est une réussite. En tout cas c'est comme cela que nous l'avons vécu chez Hellio. On est très contents de ces deux jours, et de cette première édition des Renodays. Ce salon, conformément à sa promesse, a vraiment rassemblé des spécialistes de la rénovation énergétique.

Chez Hellio, dès le premier jour, le mardi matin à 9h, le stand était plein. On a rencontré beaucoup d'entreprises de travaux qui sont vraiment des spécialistes de la rénovation, et notamment de la rénovation globale.

On est aussi contents parce que nos partenaires actuels sont venus et se sont déplacés de toute la France, ce qui n'est jamais gagné quand c'est un salon à Paris, on se pose toujours la question « est-ce que tous les territoires vont venir jusqu'à Paris ? ».



[>> LIRE LA SUITE](#)



Unilin Insulation lance deux nouveaux panneaux de toiture pensés pour les ERP

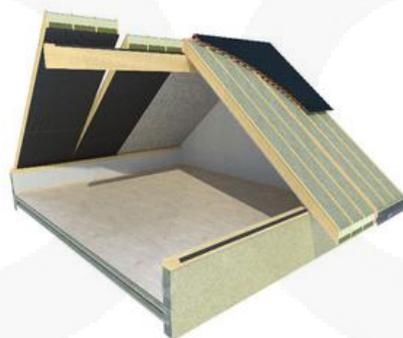
Nos panneaux de toiture ERP : Ussystem Roof DS FR 30 HD et Ussystem Roof DS Acoustic HD présentent des performances conformes aux exigences des ERP (Établissements Recevant du Public). Ils sont dotés d'une très bonne résistance au feu (coupe-feu de 30 minutes) et Ussystem Roof DS Acoustic HD optimise en plus l'absorption acoustique avec ses sous-faces perforées.

Immeubles de bureaux, écoles, salles de sports... Tous les Établissements Recevant du Public sont soumis à des exigences réglementaires en matière de sécurité incendie et d'acoustique. Avec notre nouvelle gamme de panneaux de toiture Spécial ERP composée d'Ussystem Roof DS FR 30 HD et d'Ussystem Roof DS Acoustic HD, nous offrons des solutions tout-en-un adaptées aux grands espaces.

Certifiés ACERMI, les panneaux de toiture Ussystem Roof DS FR 30 HD et Ussystem Roof DS Acoustic HD répondent aux exigences réglementaires en matière de sécurité incendie des ERP et plus spécifiquement des plafonds (normes AM 5 et AM 8). Ils sont dotés d'une très bonne résistance au feu (coupe-feu de 30 minutes : REI30), limitant l'incendie à la section touchée et garantissant ainsi les conditions de sécurité pour l'évacuation des personnes, l'extinction et le contrôle de l'incendie.



Ussystem Roof DS FR 30 HD



Ussystem Roof DS Acoustic HD

[» LIRE LA SUITE](#)



La bonne isolation ?
Retrouvez URSA sur **ARTIBAT**
pour vous aider à faire le bon choix !

**DU 18 AU 20
OCTOBRE 2023**

**Hall 10B
Stand
n°G08**

Demandez votre badge gratuit



Peut-on standardiser et massifier la rénovation énergétique ?

On entend souvent que la rénovation énergétique du logement se fait au cas par cas. Mais n'y a-t-il pas des cas de chantier types ? C'est le sujet d'expérimentation du projet Restore, lancé dans le cadre du programme Profeel. Aux Renodays, le CSTB, partenaire de Profeel, est revenu sur ses derniers projets, visant à concevoir des offres standardisées de travaux, de manière à les massifier.

On le découvrait en février dernier : le projet Rénostandard, inscrit dans le programme Profeel, a été prolongé et rebaptisé Restore. Pour rappel, le projet vise à trouver des solutions de rénovation énergétique facilement répliquables pour les maisons individuelles, en se basant sur des typologies de maisons individuelles très répandues en France.



« Le secteur de la rénovation est un secteur assez diffus, avec beaucoup de petites entreprises aujourd'hui assez peu intégrées, qui ont besoin de travailler ensemble et faire des projets industriels, donc réduire les temps de conception », contextualise Olivier Greslou, du CSTB, lors du salon Renodays.



>> LIRE LA SUITE

Éco-PTZ et Prêt Avance Rénovation : le Symbiote appelle à les démocratiser



Sur le forum Renodays, Sylvie Charbonnier, secrétaire générale du syndicat Symbiote, animait une conférence portant sur « la réforme des aides à la rénovation énergétique », axée autour de quatre axes : les aides publiques, l'accompagnement, les financements, et les fraudes.

En introduction, la secrétaire générale du Symbiote a rappelé qu'il y avait environ 8 millions de foyers précaires en France, et parmi eux des millions de propriétaires ayant parfois hérité d'un bien sans avoir les moyens de le rénover.

« Quand j'entends qu'on met dans les revenus supérieurs des foyers qui gagnent à deux uniquement 30 000 € par an, ça me donne des frissons dans le dos parce que je ne vois pas comment un foyer qui gagne cela peut prendre à sa charge un reste à charge qui évolue entre 18 000 et 47 000 € », s'est-elle exaspérée.



>> LIRE LA SUITE

Maison individuelle : quels gestes de rénovation sont les plus efficaces ?

Quels sont les gestes les plus efficaces pour améliorer la performance énergétique d'une maison individuelle ? Réponses dans une étude conjointe de la FFB et de Pouget Consultants, présentée à l'occasion des Renodays.

Beaucoup s'interrogent sur les meilleures techniques afin de limiter les déperditions de chaleur dans un bâtiment. Mais plus concrètement, quels sont les gestes les plus efficaces pour améliorer la performance énergétique d'un bâtiment ? En particulier quand il s'agit d'un logement ?

C'est l'objet d'une étude menée conjointement par la FFB et le bureau d'études Pouget Consultants, présentée à l'occasion du salon Renodays.



L'étude est le fruit de 500 simulations sur 8 maisons individuelles et 7 appartements. « On a fait nos simulations sur deux zones climatiques pour une diversité des résultats. Donc avec les zones H1 - typiquement ce qu'on va avoir en région parisienne et dans le Grand Est - et zone H3 - c'est-à-dire le pourtour méditerranéen. »



>> LIRE LA SUITE

La rénovation énergétique : entre ambitions et réalités budgétaires



La rénovation énergétique par gestes est-elle une solution plus accessible que la rénovation globale et performante ? C'est la question à laquelle plusieurs acteurs du BTP ainsi que le député des Yvelines Bruno Milienne, ont tenté de répondre sur le forum Renodays.

Sur le salon des Renodays, les professionnels du secteur du BTP sont unanimes : « une rénovation complète et performante est la meilleure option pour rénover son logement ». Et pour cause, elle traite tous les postes de consommation d'un logement : l'isolation (murs, toiture, planchers, fenêtres), le système de chauffage et la production d'eau chaude, ainsi que la ventilation.

« L'isolation dans un projet de rénovation énergétique c'est incontournable, et surtout, c'est efficace sur le long terme », déclare Jonathan Louis, ingénieur bâtiment durable de l'Agence de la transition écologique (Ademe).



>> LIRE LA SUITE

Aides à la rénovation énergétique : 57 % des particuliers ne se sentent pas suffisamment informés

En vue du salon Renodays, Batiweb et le Winlab' (incubateur du CCCA-BTP) ont lancé une enquête pour interroger les professionnels du bâtiment et particuliers sur leurs attentes et besoins concernant la rénovation énergétique. Il en ressort notamment que 66 % des professionnels s'estiment capables de parler des aides existantes à leurs clients, mais que 57 % des particuliers ne se sentent paradoxalement pas suffisamment informés.

Dans un premier temps interrogés sur la « rénovation énergétique performante », 81 % des professionnels du bâtiment se sont déclarés familiers du concept. Parallèlement, 86 % des particuliers estimaient ne pas bien connaître la définition.



On en déduit ainsi une nécessaire information des professionnels vers les particuliers. Ces professionnels pouvant eux-mêmes être aidés par le programme OSCAR, visant à les former aux aides à la rénovation énergétique. À ce jour, seuls 8 % des professionnels ont déclaré y avoir déjà eu recours, et 39 % ne pas connaître le programme mais être intéressés.

[» LIRE LA SUITE](#)

Rénovation énergétique : les Français envisagent des travaux pour réduire leurs factures d'énergie



Hellio lance son premier baromètre annuel intitulé « RenObserver », visant à mieux comprendre les attentes et aspirations des Français concernant la rénovation énergétique. Il en ressort notamment que 76 % des Français envisagent de réaliser des travaux de rénovation énergétique pour réduire leurs factures d'énergie, et que 77 % sont favorables à l'installation de panneaux solaires sur leur toit.

Alors que les prix des énergies ont flambé depuis le début de la guerre en Ukraine, et que l'électricité vient de prendre une nouvelle hausse de 10 % depuis le 1er août (après +15 % en février), le sondage mené par Hellio révèle que 76 % des Français souhaiteraient réaliser des travaux de rénovation énergétique afin de réduire leurs factures d'énergie, et 63 % pour améliorer le confort dans leur logement.

Les résultats de l'enquête révèlent également que 77 % des Français sont favorables à l'installation de panneaux solaires sur le toit de leur immeuble ou de leur maison, montrant ainsi un intérêt pour les énergies renouvelables et la transition écologique.

[» LIRE LA SUITE](#)

« Les Français veulent rénover leur logement, mais trop de freins perdurent » (Teksial)

L'entreprise Teksial a profité du salon Renodays pour dévoiler les résultats de son dernier baromètre. L'objectif étant d'en savoir plus sur les freins et les leviers qui se présentent aux Français lors de leur passage à l'acte vers des travaux de rénovation énergétique.

Jean-Baptiste Devalland, directeur général de Teksial, était accompagné d'Alice Monnet, directrice des affaires publiques, pour exposer les résultats d'une étude menée sur sept ans auprès des Français. Entre 2016 et 2022, plus de 2 000 Français ont été interrogés. Il s'agit de comprendre comment ces derniers ont appréhendé les derniers épisodes caniculaires et ce qu'ils ont fait pour anticiper les épisodes hivernaux, au cours



desquels les factures énergétiques ont eu tendance à exploser.

Cette étude, réalisée en collaboration avec OpinionWay, révèle un ralentissement assez marqué des opérations et travaux de rénovation énergétique.



>> LIRE LA SUITE

Baromètre Sonergia : les économies d'énergie, nouvelle préoccupation majeure des Français



La société Sonergia vient de dévoiler les résultats de son premier baromètre HOME, réalisé avec OpinionWay. Celui-ci met en avant la place grandissante de la consommation énergétique parmi les préoccupations des Français. Une situation qui incite ces derniers à adopter de nouveaux comportements.

Avec la hausse cet été de 10 % des tarifs réglementés de l'électricité, et de nouvelles hausses prévues pour 2024 selon la Commission de régulation de l'énergie, les Français sont de plus en plus nombreux à se préoccuper de leur consommation d'énergie. Pour preuve, celle-ci est désormais aussi importante que les transports et les loisirs dans leur esprit. L'alimentation reste le premier poste de dépenses.

L'inflation, ainsi que la fin progressive du bouclier tarifaire, a entraîné un changement de comportement des Français, et nombre d'entre eux se disent prêts à de sérieux efforts pour économiser l'énergie.



>> LIRE LA SUITE



Besoin d'aide pour COMPRENDRE LES AIDES À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ?



OSCAR est là !

Engagé au plus près des acteurs de la rénovation énergétique, le programme OSCAR a créé :

- **un réseau** de plus de 1 000 RAR*, habilités à renseigner les artisans et entreprises du bâtiment, partout en France,
- **une formation en ligne** gratuite et accessible à tous, pour mieux comprendre les dispositifs d'aides MaPrimeRenov' et CEE.



POUR EN SAVOIR PLUS,
RDV SUR :
PROGRAMME-OSCAR-CEE.FR



PARTENAIRES



FINANCEURS AIDEE, DISTRIDYN, EDF, ESSO, SIPLEC, TOTAL ENERGIES



I ACTUS DU MOIS

Patrice Vergriete dévoile sa feuille de route concernant la politique du logement

Le nouveau ministre chargé du Logement a tenu sa première conférence publique à Bunus, dans les Pyrénées-Atlantiques. L'occasion pour Patrice Vergriete de préciser la feuille de route de sa politique. Si le successeur d'Olivier Klein assume certaines positions controversées du gouvernement, il souhaite également plus de pouvoir pour les élus locaux et accélérer la rénovation énergétique.

C'est dans le Pays basque que le nouveau ministre délégué chargé du Logement s'est rendu pour détailler les contours de sa politique. Patrice Vergriete était ce vendredi 25 août à Bunus, dans les Pyrénées-Atlantiques, pour participer aux entretiens d'Inxauseta. Plusieurs personnalités du monde du logement faisaient face au successeur d'Olivier Klein. Celui-ci s'est attelé à défendre certaines positions décriées du

gouvernement, mais aussi à rassurer les acteurs du secteur dans la région, particulièrement impactée par la crise du logement.

Assumer ses positions et responsabiliser les élus locaux

Début juin, l'exécutif a présenté plusieurs propositions tirées du Conseil national de la refondation sur le Logement. Certaines de ces mesures, censées apporter des solutions à la crise du logement en cours, ont été mal perçues par une majorité des acteurs du secteur. Parmi elles, la suppression programmée de la niche fiscale Pinel et le recentrage du prêt à taux zéro.

NOVADIC | 24



>> LIRE LA SUITE



ACTUS DU MOIS

Le ministre du Logement veut étendre les aides à la rénovation contre les canicules

Patrice Vergriete s'est dit favorable à ce que les aides à la rénovation des logements prennent aussi en compte leur protection face à la chaleur. Le nouveau ministre délégué chargé du Logement souhaite étendre les dispositifs d'aide à la rénovation énergétique à la problématique du confort d'été, jusqu'ici peu prise en compte dans la réglementation sur les logements.

La canicule exceptionnellement tardive qui touche de nombreux départements français impacte des milliers de foyers dans le pays. En raison des fortes chaleurs, certains logements se transforment en bouilloire thermique, et deviennent pratiquement invivables pour leurs occupants. Mauvaise isolation, absence de volets... Beaucoup de raisons expliquent à quel point certains logements ne sont pas adaptés aux fortes chaleurs.

Pour faire face à cette problématique, le ministre délégué chargé du Logement, Patrice Vergriete, propose d'étendre les dispositifs d'aides à la rénovation à la protection des logements face aux canicules. En effet, le confort d'été est encore très peu pris en compte dans la réglementation sur les logements, les seules normes contraignantes concernant uniquement les constructions neuves autorisées depuis janvier 2022, à travers la Réglementation Environnementale 2020 (RE2020).

En France, MaPrimeRénov' ne finance que des travaux visant à protéger davantage les logements contre le froid. Tandis que dans certaines collectivités d'Outre-Mer, l'installation de bardages ventilés, de chauffe-eaux solaires ou de surtoitures peut être prise en charge.



[>> LIRE LA SUITE](#)



ACTUS DU MOIS

Le gouvernement dévoile son plan pour rénover 40 000 écoles d'ici 2034

Le gouvernement a dévoilé les contours de son plan de rénovation énergétique des écoles. Pour ce faire, il a sollicité les préfets afin d'identifier les projets prioritaires. Une approche critiquée par l'Association des maires de France (AMF).

Début septembre, Emmanuel Macron avait dévoilé son plan visant à rénover énergétiquement les écoles du pays, avec pour objectif la rénovation de 40 000 écoles d'ici 2034. Une initiative qui sera financée par un déblocage supplémentaire de 500 millions d'euros provenant du fonds vert, et qui seront injectés à partir de 2024, s'ajoutant ainsi aux 2 milliards d'euros déjà alloués dans le cadre du fonds vert.

Le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, et le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, ont inauguré le 14 septembre un « comité d'animation national », chargé de superviser l'avancement du programme, avec

une fréquence de « deux réunions par an ». Selon Christophe Béchu, sur les 43 908 écoles du territoire, près de 40000 ne seraient pas conformes aux normes actuelles, représentant ainsi un total de 50 millions de mètres carrés, soit la moitié du patrimoine bâti des communes.

« Nous allons accorder la priorité aux établissements les plus énergivores, mais aussi à ceux qui se sont engagés dans une démarche d'auto-évaluation et d'innovation pédagogique », a souligné Gabriel Attal.

Identifier les écoles prioritaires

Dans les prochains jours, les ministres en charge adresseront des lettres aux préfets et aux directeurs académiques, les invitant à « identifier les projets prioritaires à soutenir ».



[» LIRE LA SUITE](#)

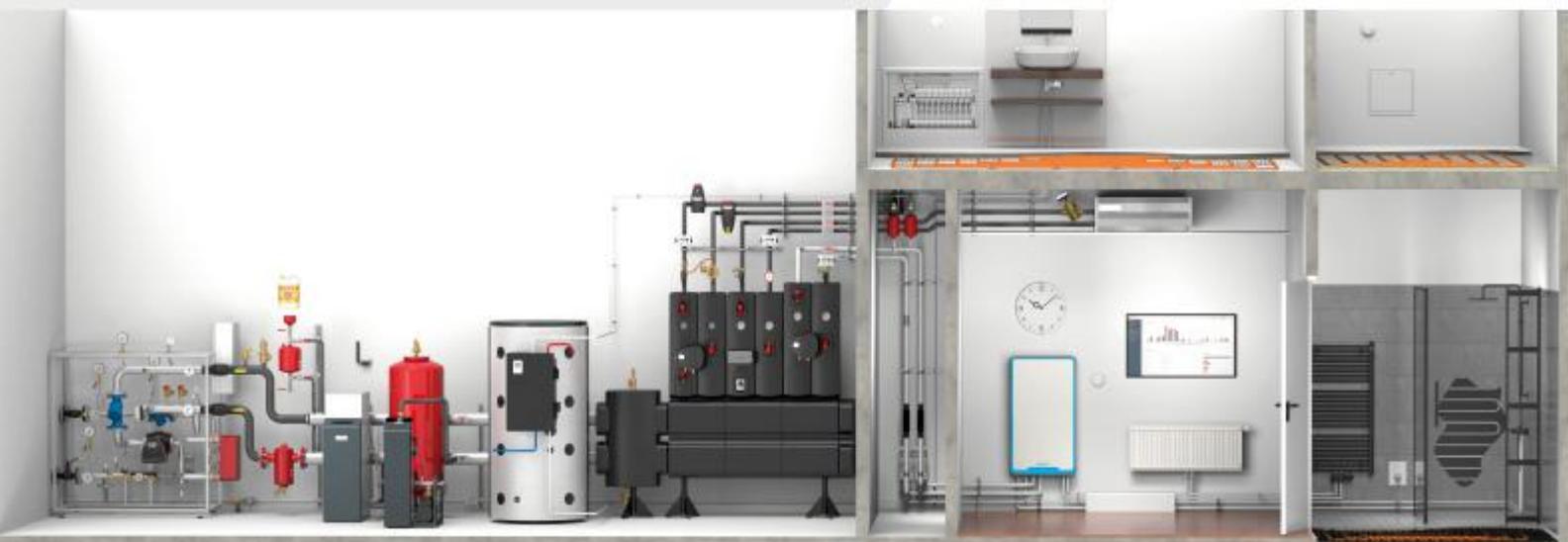
building.

climate.

excellence.

Partenaire unique des solutions pour réseaux du génie climatique et sanitaire

Aalberts hydronic flow control propose des solutions complètes favorisant le confort et la performance énergétique des installations hydrauliques, quelle que soit la typologie de bâtiment.





ACTUS DU MOIS

Sécheresse et maison individuelle : les assureurs lancent une nouvelle mission

Alors que les vagues de sécheresse aggravent le phénomène de RGA, les assureurs tendent de trouver des leviers pour limiter ce sinistre. C'est le but d'une initiative lancée communément par France Assureurs, le groupe CCR, et la MRN, appelée « Initiative Sécheresse ».

La sécheresse a de quoi inquiéter le secteur de la construction. Les pénuries d'eau provoquées par le phénomène ont entraîné une rétention des permis de construire par des maires varois et ardéchois, à l'approche du printemps.

Plus récemment, un arrêté publié au Journal Officiel recensait 1 022 communes impactées par l'état de catastrophe naturelle liée à la sécheresse, sur la période 2021-2022. Le retrait-gonflement des argiles (RGA), conséquence de la sécheresse toucherait notamment des millions de maisons individuelles.

« Au total, plus de la moitié des maisons individuelles en France, soit 11,1 millions, seraient potentiellement concernées et 3,3 millions d'entre elles seraient fortement impactées. Des situations difficiles voire de détresse peuvent être vécues par les familles dont les murs des habitations se fissurent. Des familles doivent parfois abandonner leur maison devenue inhabitable », lit-on dans un communiqué conjoint de la fédération France Assureurs, de la mission risques naturels (MRN) ainsi du réassureur public CCR, diffusée ce mardi 12 septembre 2023.

En résultent inévitablement des coûts en forte augmentation, passant de 400 millions d'euros par an en moyenne sur la période 1989-2015 à plus de 3 milliards d'euros pour l'année 2022.



[» LIRE LA SUITE](#)



ACTUS DU MOIS

Suppression de la TVA à 10 % sur les travaux de rénovation : l'inquiétude gagne du terrain

Après les inquiétudes émises par la FFB quant à la suppression de la TVA à 10 % pour les travaux de rénovation non-énergétique des logements, deux autres fédérations ont fait part de leurs doutes concernant cette mesure. À travers un communiqué, la CAPEB et la FDMC ont dénoncé une proposition contre-productive et dangereuse, tant pour les professionnels du secteur que pour le portefeuille des Français.

La proposition de supprimer la TVA à 10 % pour les travaux de rénovation non-énergétique des logements s'est fait deux nouveaux ennemis. Après la Fédération Française du Bâtiment (FFB), la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) et la Fédération des Distributeurs de Matériaux de Construction (FDMC) ont à leur tour appelé le gouvernement à ne pas modifier le taux de TVA à 10 % pour la

rénovation des logements de plus de deux ans.

Cette mesure, si elle devait être adoptée, aurait « des répercussions dommageables sur les Comptes de la Nation », selon la CAPEB, qui rappelle également le fort impact de l'inflation sur le portefeuille des Français. Or, la TVA à taux réduit doit bénéficier avant tout aux ménages, et apparaît donc d'autant plus nécessaire pour préserver le pouvoir d'achat de ces derniers.

Les entreprises également impactées

L'inquiétude ne concerne pas uniquement les finances des Français. L'entrée en vigueur d'une TVA à un taux plein de 20 % pour ce type de travaux aurait également des répercussions sur l'activité des entreprises du bâtiment (...)



>> LIRE LA SUITE



I ACTUS DU MOIS

Au premier semestre, le chômage frappe les entrepreneurs du BTP

Au-delà des défaillances d'entreprises, le cabinet Altares s'est penché sur les pertes d'emplois chez les entrepreneurs au cours du premier semestre 2023.

Cet observatoire mené avec l'association GSC révèle une progression du chômage parmi les chefs d'entreprises, en particulier ceux de la construction.

En juillet dernier, Altares, expert de la donnée d'entreprise, notait des défaillances en hausse parmi les entreprises de la construction, mais de manière modérée.

Cela n'a pas empêché le cabinet d'observer en cette rentrée une augmentation des pertes d'emploi chez les chefs d'entreprise. D'après un observatoire de l'emploi des entrepreneurs mené par Altares et l'association GSC - spécialisée dans l'assurance perte d'emploi des dirigeants d'entreprise -, 25 296 d'entre eux ont été touchés au cours du 1er semestre 2023. Soit une progression de 36,6 % par rapport à la

même période de l'année précédente et « un retour aux niveaux d'avant-crise Covid », selon l'observatoire.

« Près de 140 chefs d'entreprise perdent désormais leur emploi chaque jour. Après une année 2022 qui nous alertait déjà sur la reprise des défaillances d'entreprise, cette accélération observée sur les premiers mois de l'année 2023 doit nous inciter à la plus grande vigilance », indique Anthony Streicher, président de l'association GSC.

Il poursuit : « Alors que l'inflation, la hausse des coûts des matières premières, des taux d'intérêts, l'épuisement des carnets de commandes et le remboursement des PGE fragilisent les chefs d'entreprise, il est plus important que jamais de les accompagner pour qu'ils puissent sécuriser leur trajectoire professionnelle ».



>> LIRE LA SUITE

hellio

akéa
énergies

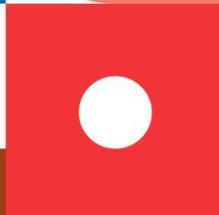
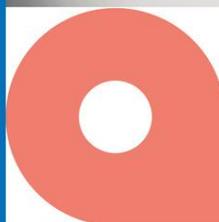
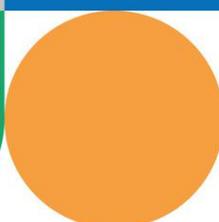
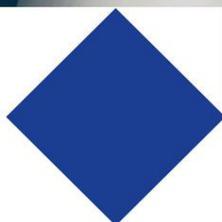
Maîtrisez l'énergie de vos activités

- + Certificats d'Économies d'Énergie
- + Accompagnement décret tertiaire
- + Bureau d'études intégré
- + Monitoring de l'énergie
- + Recherche de subventions

**Votre
énergie
a de l'impact
hellio**



solutions@hellio.com
hellio.com



Artisanat du bâtiment : la Capeb prévoit -0,5 % d'activité pour 2023

La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb) présentait le 7 septembre les chiffres du deuxième trimestre, et les prévisions pour l'ensemble de l'année. Des prévisions revues à la baisse, avec -0,5 % d'activité en volume prévue pour 2023, dans un contexte de baisse des carnets de commandes.

En introduction, Jean-Christophe Repon, président de la Capeb, a déploré un premier semestre décevant, et une activité toujours plombée par la construction neuve, avec moins de 400 000 logements autorisés sur un an.

Au deuxième trimestre 2023, le segment « *entretien-amélioration* » - pourtant boosté



par les travaux de performance énergétique - ne semble pas épargné, avec une stagnation à 0 % par rapport au deuxième trimestre 2022. Sur ce point, la Capeb rappelle notamment l'impact de l'inflation sur le budget des ménages, moins enclins à lancer des travaux dans ce contexte.

[» LIRE LA SUITE](#)

La crise du logement neuf, toujours au cœur des préoccupations de la FFB



Olivier Salleron a tenu une conférence de presse de rentrée afin de faire un point sur la situation du bâtiment en France, et notamment sur le logement neuf. Le secteur, en proie à une crise d'ampleur depuis de nombreux mois, doit subir un important électrochoc, selon le président de la Fédération Française du Bâtiment (FFB). Faute de quoi, il s'expose à une crise inédite depuis près de 30 ans.

La crise du logement neuf continue d'être au cœur des préoccupations des acteurs du secteur. Le président de la FFB Olivier Salleron y a consacré l'intégralité de son discours de rentrée, d'un air presque désolé du fait de la redondance du sujet. Cependant, si le sujet revient toujours sur la table, c'est que rien n'est fait pour enrayer cette crise. Au contraire, le secteur s'y enlise encore davantage, déplore le président de la FFB.

Malgré le relèvement de 2,4 à 4 milliards d'euros du budget alloué à MaPrimeRénov' pour 2024, et le redéploiement de la commande publique locale, les bonnes nouvelles sont rares.

[» LIRE LA SUITE](#)

Le logement neuf dans le rouge, les promoteurs immobiliers appellent à des mesures concrètes

La situation du logement neuf ne s'améliore pas au second trimestre 2023. Baisse continue des permis de construire et des mises en ventes, stabilisation de la chute des réservations, et offre paradoxalement en augmentation... Voilà le bilan que dresse la FPI.

Ce mercredi 13 septembre, la fédération française du bâtiment (FFB) exposait sa crainte d'« une crise inédite depuis près de 30 ans ».

Une situation sur laquelle les promoteurs immobiliers, en premier, ne cessaient d'alerter. « Aujourd'hui, il n'y a plus aucun



doute sur le fait que ça ne tourne pas. La machine est totalement grippée », confirmait de nouveau Pascal Boulanger, président de la fédération des promoteurs immobiliers (FPI), ce jeudi 14 septembre, lors de la traditionnelle présentation de sa conjoncture pour le T2 2023.



>> LIRE LA SUITE

Marché immobilier : une baisse des prix qui devrait se poursuivre en 2024



En cette rentrée, la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) publie sa dernière note de conjoncture, faisant état d'une baisse des ventes et des prix. La fédération prévoit notamment -20 % de ventes et -4 % pour les prix sur l'ensemble de l'année 2023.

Dans sa dernière conjoncture, la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) constate une baisse des transactions immobilières. À fin juin, elles baissent de -14 % à par rapport à un an plus tôt, et la fédération prévoit désormais une chute de -20 % pour l'ensemble de l'année 2023, soit un total d'environ 900 000 ventes.

« Le nombre de transactions redescendrait donc en-dessous des niveaux « pré-covid », et reviendrait 6 ans en arrière. Surtout, il s'agirait de la plus forte baisse des ventes sur un an jamais observée depuis plus de 50 ans », souligne la fédération.



>> LIRE LA SUITE

Les ventes de logements neufs poursuivent leur dégringolade

Le ministère de la Transition écologique publie les derniers chiffres de la commercialisation de logements neufs au deuxième trimestre 2023. Les réservations poursuivent leur dégringolade, avec -39,9 % par rapport à un an plus tôt, et -29,5 % de mises en vente.

En février dernier, le ministère de la Transition écologique faisait état d'une chute de 15 % des ventes de logements neufs en 2022, et de 6 % des mises en vente.

Au premier trimestre 2023, moins de 20 000 réservations étaient enregistrées (-41 % par rapport au premier trimestre 2022), soit un



bilan historiquement bas, et « catastrophique », selon la Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI).

Pour le deuxième trimestre, les chiffres ne sont guère rassurants, avec seulement 18 000 réservations, soit -39,9 % par rapport à un an plus tôt.



>> LIRE LA SUITE

La baisse des permis de construire se poursuit en juillet



Le secteur de la construction neuve continue de faire face à des difficultés. Selon les dernières données publiées par le ministère de la Transition écologique, la tendance à la baisse s'est poursuivie en avril avec seulement 397 000 permis de construire délivrés, marquant une chute significative par rapport aux mois précédents.

Alors que le nouveau ministre du Logement Patrice Vergriete vient de dévoiler sa feuille de route, la crise du logement, elle, se poursuit.

En juillet 2023, les permis de construire augmentent légèrement et s'établissent à 32 400 (+2 % par rapport à juin). Le nombre de logements autorisés se situe cependant 16 % en dessous de son niveau moyen des douze mois précédant le premier confinement.

Les permis pour des logements individuels augmentent légèrement (+2 %) mais restent très inférieures (-24 %) à leur moyenne des douze mois précédant la crise sanitaire.



>> LIRE LA SUITE



Atlantem et Poralu un « mariage de raison »

Visite sur le site de production de Poralu à Port (01). Le fabricant de menuiseries a été racheté fin 2022 par le groupe Atlantem. Un mariage industriel portant différentes ambitions, de la percée dans le fourni-posé à l'économie circulaire.

La croissance aura été sereine en 2022 pour Atlantem. Le spécialiste Menuiserie au sein du groupe Herige a engrangé 201,7 millions d'euros sur l'année précédente. Et sa stratégie d'acquisition à cette période n'y est pas pour rien.

« Une belle dynamique, notamment suite à l'acquisition de Poralu », commente à ce propos Benoit Hennaut, dirigeant du groupe Herige.

En juin dernier, l'industriel et MGT Menuiseries Bois, fabricant de menuiseries bois racheté par Atlantem en septembre 2022, nous révélaient leur nouveau site de production.

En cette rentrée ensoleillée, nous avons pu découvrir l'activité de Poralu, industriel déployé dans le Sud-Est, acquise par Atlantem en novembre dernier.

« On a à faire à deux champions : un très belle ETI qui s'appelle Poralu, un très belle ETI qui s'appelle Herige, et notamment Atlantem. On a un mariage de raison, presque », nous expose Richard Marchant, directeur général d'Atlantem.

S'allier pour percer dans le fourni-posé

Un mariage industriel placé sous le signe de la menuiserie, spécialité de Poralu depuis sa création en 1989. Voilà un point commun pour assurer une relation durable avec Atlantem. Mais comme beaucoup de couples, les deux fabricants savent jouer sur leurs complémentarités.

NOVADIC | 24



[» LIRE LA SUITE](#)



Le futur centre aquatique de Saint-Denis nous ouvre ses portes

Le futur centre aquatique de Saint-Denis (93) va bientôt pouvoir ouvrir ses portes. Destiné à accueillir plusieurs épreuves de natation pour les Jeux Olympiques de Paris 2024, ce centre aquatique est doté d'un design original et unique en son genre. La toiture de son côté est une véritable prouesse technique. Explications.

Situé dans l'ombre du Stade de France, et séparé de ce dernier par l'autoroute A1, le futur centre aquatique de Saint-Denis est doucement en train de sortir de terre. Ce sont les agences d'architecture VenhoevenCS (Pays-Bas) et Ateliers 2/3/4 (France) qui ont dessiné cet édifice, qui doit être fin prêt début 2024. Le bâtiment, dont la construction a été assurée par Bouygues Bâtiment Île-de-France, est doté de 2 500 places nettes extensibles, et jusqu'à 5 000 places avec un dispositif d'adaptation simple.

De l'extérieur, le futur centre aquatique se démarque par un design moderne. Les grandes poutres en épicéa qui composent son armature attirent l'œil, et témoignent de l'effort fourni pour en faire un bâtiment éco-conçu.

Après plusieurs mois d'études et de réflexion, les travaux ont débuté en avril 2021. La livraison est prévue d'ici le début de l'année prochaine, afin de pouvoir accueillir un certain nombre d'épreuves de natation pendant les Jeux Olympiques de Paris 2024. Le public venu du monde entier pourra alors profiter des épreuves de natation artistique, de water-polo et de plongeon. Sa proximité avec le Stade de France permettra également aux visiteurs des quatre coins du monde de s'y rendre, à l'aide d'une passerelle spécialement construite pour l'occasion qui enjambera l'autoroute A1.



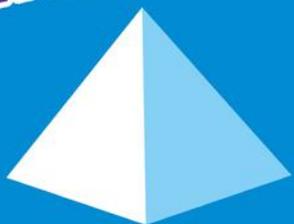
[» LIRE LA SUITE](#)

**QUALIBAT, PARTENAIRE DE
L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

**CHAUDIÈRE BOIS, VENTILATION, PAC,
CHAUFFE-EAU, PHOTOVOLTAÏQUE**

**TOUS LES MÉTIERS DE LA
PERFORMANCE
ÉNERGÉTIQUE SONT
CHEZ QUALIBAT.**

RGE



QUALIBAT

Votre label de fiabilité

en savoir plus

sur qualibat.com

À Marseille, un nouvel écoquartier voit le jour

C'est l'histoire d'une fraction de ville qui reçoit le label EcoCité. Baptisé Smartseille, il s'agit du nouveau quartier de la ville phocéenne qui a été choisi par l'Institut de la Ville Durable pour incarner le savoir-faire français en matière d'aménagement urbain durable. Une opération qui illustre plusieurs procédés, dont l'efficacité énergétique, la construction labellisée « *Bâtiment Durable Méditerranéen* », la mobilité décarbonée, la qualité d'usage et la nature en ville.

Smartseille prend place dans la zone arrière-portuaire. Le quartier constitue le premier repère de la ville durable méditerranéenne. En effet, l'ensemble est développé par la volonté de plusieurs instances, dont le groupe Eiffage et sa cellule de recherche en développement Phosphore, en collaboration avec la Ville de Marseille et Euroméditerranée. Connu sous le nom de l'îlot démonstrateur Allar, le projet occupe le site d'une ancienne usine à gaz et se trouve face au siège régional d'EDF.

Dans leur élaboration, les divers acteurs ont veillé à favoriser le lien social et encourager le vivre-ensemble, sans pour autant délaisser l'identité méditerranéenne qui constitue la force même de l'esprit du projet.



[» LIRE LA SUITE](#)

À Trappes, le groupe scolaire Jean Macé se réinvente

C'est un travail minutieux empreint d'une grande justesse, mais aussi une opération délicate qui a été menée avec adresse par l'agence SOL Architecture & Urbanisme dans le but de réhabiliter une école située dans le quartier populaire Jean Macé, à Trappes. Le résultat est tout simplement remarquable !

Avant de parler du projet, évoquons le parcours d'Hélène Reinhard. En effet, la jeune architecte et fondatrice de SOL Architecture & Urbanisme, très engagée par ailleurs pour un urbanisme écologique et inclusif, incarne une nouvelle génération d'architectes qui mettent un point d'honneur au rôle social de l'architecture, à travers des réalisations contextuelles utilisant des matériaux durables tout en valorisant les divers savoir-faire et leur mise en œuvre.

Hélène Reinhard, qui choisit de travailler activement sur la réhabilitation des quartiers sociaux de la couronne parisienne, a réalisé l'extension et la rénovation du groupe scolaire et du centre de loisirs de Trappes, en s'éloignant des stéréotypes attachés à la rénovation urbaine et en mettant l'accent sur la pédagogie et l'écologie.



Restauration du patrimoine religieux : Emmanuel Macron annonce une collecte

À la veille des Journées du Patrimoine, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé le lancement d'une collecte de dons en faveur de la restauration des édifices religieux des petites communes.

L'objectif : recueillir 200 millions d'euros en 4 ans, pour restaurer près de 3 000 lieux de culte abîmés.

Le président Emmanuel Macron a annoncé le 15 septembre, à la veille des Journées du Patrimoine, le lancement d'une collecte de dons en faveur de la restauration du patrimoine religieux, avec déductibilité fiscale pour les particuliers.

Mobiliser 200 millions d'euros pour restaurer près de 3 000 édifices religieux

Les édifices religieux dégradés seraient entre 2 500 à 3 000 – sur 50 000 – selon l'Observatoire du patrimoine religieux. Or, la plupart appartiendraient à des petites communes, pour lesquelles « *ces investissements sont insoutenables* », selon le président de la République.



[» LIRE LA SUITE](#)

ARTIBAT

LE SALON DE LA CONSTRUCTION

18 | 19 | 20

OCTOBRE 2023

PARC EXPO RENNES



DEMANDEZ VOTRE
BADGE D'ACCÈS GRATUIT

Utilisez le code

«ANPRE»



www.artibat.com

40 000
VISITEURS PROS

1 000
EXPOSANTS

65 000 m²
SURFACE
D'EXPOSITION

Salon organisé par



Suivez-nous sur



#artibat2023

Rénovation du phare de Tévennec : la fin d'un chantier exceptionnel

Le phare de Tévennec, souvent qualifié de « *maudit* » ou « *hanté* », renaît de ses cendres après une rénovation de cinq mois, sur un chantier hors du commun.

Le projet de rénovation, qui a débuté en avril, s'est avéré être un véritable défi compte tenu des conditions hostiles qui caractérisent cette région.

Sandrine Rolland, directrice des Ateliers DLB, a souligné que ce chantier était « *exceptionnel dans la mesure où son environnement est très particulier* ». Jean-Charles Caraes, conducteur des travaux pour les Ateliers DLB, a quant à lui, décrit l'environnement du phare comme « *à la fois dur mais beau* ».

Le phare de Tévennec est la seule maison-phare construite en pleine mer, entre la pointe du Raz et l'île de Sein, à l'extrémité occidentale de la Bretagne. Mis en service en 1875, l'accès à Tévennec reste extrêmement difficile, car il n'y a pas de quais pour accoster. « *Il n'y a aucun accès possible sur des quais. On ne peut pas s'amarrer à Tévennec. On y saute, on saute sur le rocher et donc le matériel passe exclusivement par hélico* », a raconté le conducteur de travaux.

VOS OBJECTIFS AU COEUR
DE NOS SOLUTIONS

batiweb

COMMUNIQUEZ AVEC BATIWEB

- GÉNÉRER DES LEADS
- CRÉER DU TRAFIC VERS VOTRE SITE INTERNET
- AUGMENTER VOTRE NOTORIÉTÉ TRAITEMENT DE TOUS VOS LEADS AVEC UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ
- CRÉATION DE CONTENU

CONTACTEZ-NOUS

- 650 000 visites mensuelles
- 325 000 abonnés



www.batiweb.com



Philippe JOST

Président de Rebâtir Notre-Dame de Paris

Notre-Dame : Philippe Jost succède au général Georgelin

Trois semaines après le décès du général Georgelin, Emmanuel Macron a nommé comme successeur son bras droit, le haut fonctionnaire Philippe Jost, qui prend désormais la tête du chantier de Notre-Dame de Paris.

 >> LIRE LA SUITE



Jean-Philippe GUILLON

Directeur division construction de RX France

Un nouveau directeur pour la division construction de RX France

RX France annonce la nomination de Jean-Philippe Guillon au poste de directeur de sa division construction, succédant ainsi à Guillaume Loizeaud, devenu depuis directeur du pôle résidentiel individuel de chez Hellio.

 >> LIRE LA SUITE



Adovi ADOTÉ

Directeur général d'Ursa France

Adovi Adoté prend les rênes d'Ursa France

À 37 ans, Adovi Adoté arrive à la direction d'Ursa France, spécialiste de l'isolation thermique et acoustique. Il succède ainsi à Jean-Pierre Laherre.

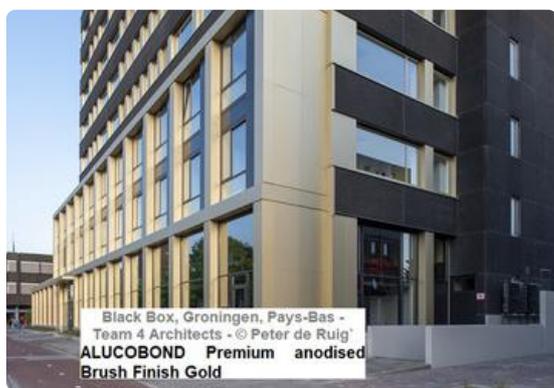
 >> LIRE LA SUITE



G300 : profileuse à gouttière Corniche

La profileuse ARALTEC est directement installée dans votre camion-atelier, permettant ainsi de profiler des gouttières en aluminium laqué en continu sans joint ni soudure. ARALTEC propose un matériel de profilage robuste et fiable, nécessitant peu d'entretien.

[>> LIRE LA SUITE](#)



ALUCOBOND Premium Anodised : premier panneau composites aluminium en anodisation naturelle

Premier panneau composites aluminium en anodisation naturelle. Décliné en 3 aspects de surfaces : lisse MATT FINISH, brossé BRUSHED FINISH et structuré PANELOX. Possibilité pour la gamme Panelox de compositions sur mesure.

[>> LIRE LA SUITE](#)



Rsoft : allégez votre bilan carbone

Découvrez notre offre de produits et systèmes Rsoft bas carbone ! Conçue pour répondre aux exigences de la RE2020, elle a pour ambition de diminuer l'empreinte environnementale des constructions neuves. L'un de nos enjeux prioritaires est de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre.

[>> LIRE LA SUITE](#)



Ecoprisme Premium : verrière éclairante architecturale

Ecoprisme Premium est une verrière pyramidale d'éclairage autoportante à plusieurs faces. Elle permet une pente de 30 ou 45° et s'adapte sur tout type de toiture. Il s'agit d'une solution esthétique pour votre bâtiment.

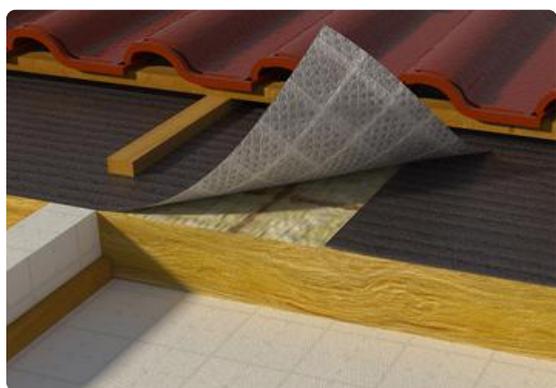
[>> LIRE LA SUITE](#)



VANDEX SUPER : ciment imperméabilisation par cristallisation du béton

VANDEX est une marque de systèmes d'imperméabilisation et d'étanchéité pour la protection des bâtiments et la réparation du béton. Le produit phare de la gamme est l'imperméabilisation VANDEX SUPER / SUPER WHITE.

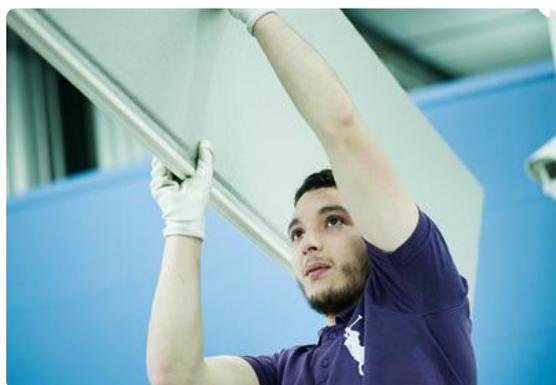
[>> LIRE LA SUITE](#)



REWASI TOP 220 G armé UV Plus / SK : écran souple de sous-toiture HPV

L'écran très résistant à la déchirure, haute performance UV et chaleur. Particulièrement indiqué sous des tuiles de couleur sombre, sur entraxes jusqu'à 60 cm ou sur support bois.

[>> LIRE LA SUITE](#)



MYRAL : isolant extérieur 85 mm faible épaisseur

La solution d'ITE la plus mince du marché, éligible aux aides à la rénovation énergétique. Cette nouvelle épaisseur d'ITE Myral a été développée pour répondre aux exigences des aides qui participent au financement des travaux de rénovation des bâtiments publics, tertiaires...

[>> LIRE LA SUITE](#)



DUCOSLIDE LUXFRAME : système de panneaux coulissants

Système de panneaux coulissants dont les lames brise-soleil sont fixées sur un cadre selon un angle d'inclinaison fixe. La gamme DucoSlide comporte des volets coulissants et des volets pliants, composés de lamelles en aluminium ou en bois...

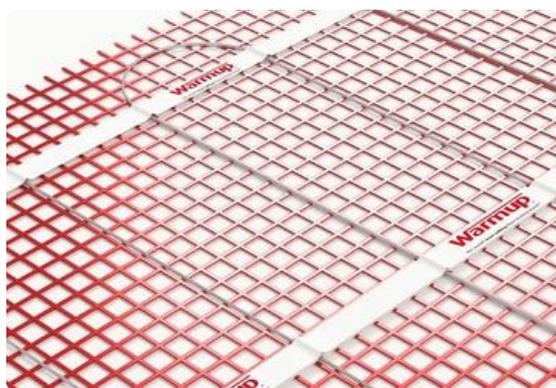
[>> LIRE LA SUITE](#)



Parcours Responsable de montages d'opérations immobilières

Le montage d'opérations immobilières implique une prise en considération d'une grande variété de problématiques. Quelles sont les étapes-clés d'une opération de construction-réhabilitation ?...

>> LIRE LA SUITE



PFM : Trame direct sous carrelage

Le Warmup PFM se compose d'un câble fin de 1,8 mm collé sur un treillis en fibre de verre auto-adhésif à poser directement sous carrelage. Il ne nécessite aucune surélévation du sol, et peut être utilisé comme chauffage principal.

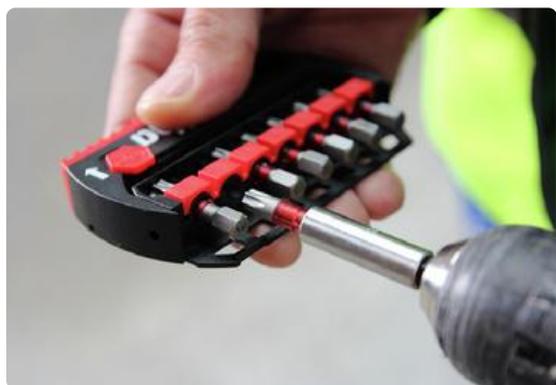
>> LIRE LA SUITE



FIRECUT EI 30 : porte blindée anti-effraction

Les portes blindées Firecut EI 30 sont des portes 1 vantail à hautes performances qui allient résistance au feu (EI 30) et propriétés anti-effraction. Elles répondent à la norme européenne EN 1634 (coupe-feu intérieur) et sont homologuées Classe 3 EN 1627 pour leurs propriétés contre les effractions.

>> LIRE LA SUITE



Coffret BitBuddy pour embouts TY : ultra performant avec les visseuses à chocs

Le BitBuddy® Wiha permet la prise directe des embouts dans la machine ainsi que le retour simple dans l'étui. Grâce à sa nouvelle conception, la sélection de la bonne taille d'embout devient un jeu d'enfant lors de son prélèvement.

>> LIRE LA SUITE



PACK VISIBILITÉ

Développez votre visibilité et vos avis clients pour signer + de chantiers

OFFRE DE BIENVENUE

199 € HT* /mois
au lieu de 249€ HT/mois

En savoir +

NOUVEAU



PACK PERFORMANCE

Développez votre chiffre d'affaires et gagnez du temps dans votre prospection commerciale !

289 € HT /mois

En savoir +



Offres sans engagement



jusqu'à
4 RDV clients OFFERTS



-20%

Offre de bienvenue

199€ HT/mois*
au lieu de 249€ HT/mois*

incluant jusqu'à
4 rendez-vous OFFERTS

Offre sans engagement

Pack Visibilité



Création / Mise à jour de votre fiche Google My Business



Diffusion de vos informations sur les annuaires et plateformes locales



Collecte d'avis clients



Modèles de réponses aux avis



Mesurer le succès de votre visibilité en ligne



Jusqu'à 4 rendez-vous OFFERTS / mois

J'en profite

Pour toute souscription jusqu'au 31/07/23. Offre non cumulable - Promotion valable jusqu'au 30/06/2024